

ZUS : un habitant sur deux est issu de l'immigration

L'Observatoire national des zones urbaines sensibles brosse la situation des immigrés vivant dans les quartiers

L'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) a décidé de lever le voile sur un aspect jusqu'alors plutôt tabou : la présence des personnes issues de l'immigration dans les banlieues. Dans son rapport 2011, dévoilé par *Le Monde* et qui devrait être rendu public mercredi 2 novembre, l'Onzus affirme que plus d'une personne sur deux (52,6%) vivant dans les quartiers sensibles est issue de l'immigration. Le chiffre monte à 64% dans les zones urbaines sensibles (ZUS) de la région parisienne.

Toutes générations confondues, les Maghrébins sont les plus nombreux à vivre en ZUS. A l'inverse, ceux de l'ancienne Indo-

L'« endogamie » est forte : plus de 80% des résidents de ZUS ont un conjoint primo-arrivant ou issu de la 2^e génération

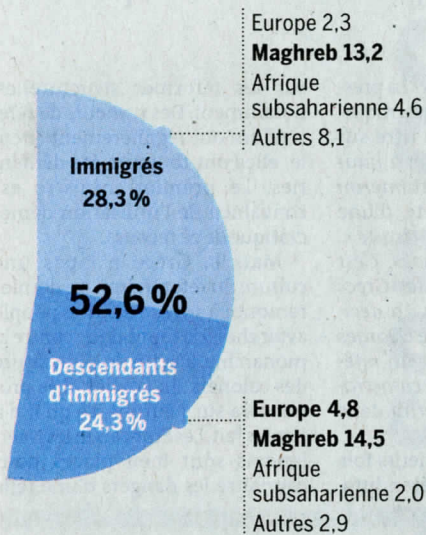
chine (Vietnam, Laos, Cambodge) sont minoritaires. Parmi les primo-arrivants, ceux qui ont le plus de chance de se retrouver en ZUS sont les Turcs (31,5%). Tandis que chez la deuxième génération, ce sont les enfants d'origine subsaharienne (28,1%).

La démarche de l'Onzus fait suite à une remarque du Haut conseil à l'intégration (HCI). Dans un rapport publié en début d'année, il regrettait l'absence de données sur l'immigration dans les banlieues depuis 2004 – date du premier rapport de l'Onzus.

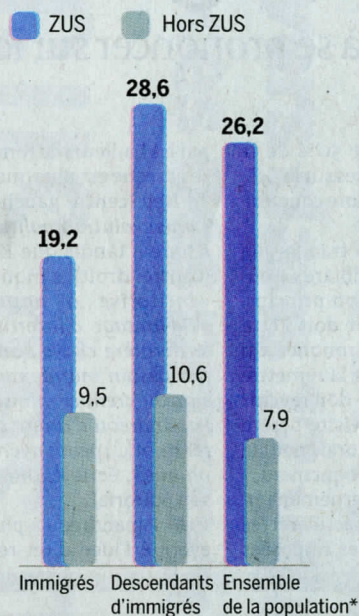
Elle coïncide aussi avec la disponibilité, depuis 2010, des données de l'enquête « Trajectoires et origines » réalisée par l'Institut national d'études démographiques (INED) sur la base de statistiques

Le chômage touche encore fortement les habitants des zones urbaines sensibles

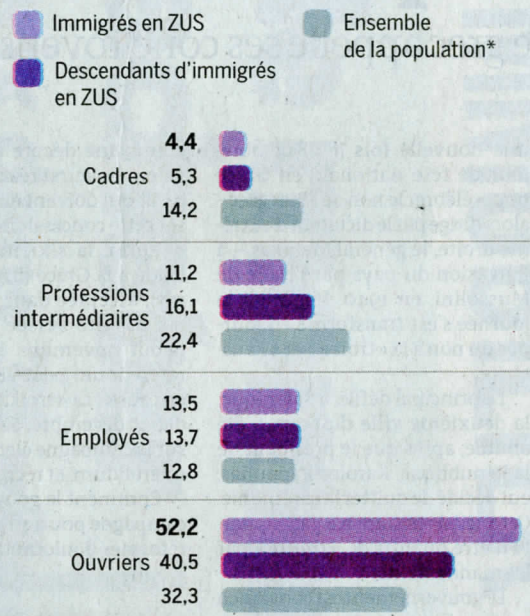
ORIGINES DE LA POPULATION DE 18 À 50 ANS, RÉSIDENTE DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES (ZUS), en %



TAUX DE CHÔMAGE DES HOMMES, en % de la population active



STRUCTURE SOCIOPROFESSIONNELLE** DES HOMMES, en % de la population âgée de 18 à 50 ans



* France métropolitaine ** Structure partielle SOURCE : OBSERVATOIRE NATIONAL DES ZONES URBAINES SENSIBLES, OCTOBRE 2011

ethniques et qui offrent la base d'une analyse plus fine de la vie des personnes issues de l'immigration.

Les chiffres publiés par l'Onzus donnent à voir les logiques d'ascension ou de décrochage des immigrés des banlieues pauvres selon leur origine. Créées en 1996, les 751 ZUS ont pour objectif de réduire le fossé entre la République et ses territoires les plus délaissés où résident près de 4,5 millions de personnes. Le rapport cite à ce titre le sociologue Jacques Donzelot : « On peut estimer que "la politique de la ville" fut le nom donné à une politique d'intégration des immigrés qui n'osait pas dire son nom. »

L'Onzus livre ainsi un examen

approfondi de la situation socio-économique des immigrés vivant dans ces quartiers. Sur le plan du travail, le tableau est contrasté : les personnes issues de l'immigration sont plus souvent au chômage que le reste de la population : 19,2% des primo-arrivants et 28,6% de leurs descendants. Elles occupent les métiers les moins qualifiés : plus d'une sur deux (52,2%) est ouvrière et seulement 4,4% cadres. De même, la part des « immigrés ayant des salaires supérieurs à 1500 euros par mois est inférieure à l'ensemble de la population », pointe l'Onzus.

Pour les générations suivantes, la « structure socioprofessionnelle » s'améliore peu : 40% des descen-

dants d'immigrés en ZUS sont toujours ouvriers et 5,3% cadres. La part des travailleurs indépendants (8,6%) est par contre plus importante que dans le reste de la population. « La mise à son propre compte est parfois perçue comme un refuge face aux difficultés pour trouver un emploi », analyse l'Onzus. De même, les filles d'immigrés travaillent plus que leurs mères, qui sont « inactives » pour 43% d'entre elles.

Le rapport explore également les conditions de vie des immigrés et de leurs descendants. Il pointe, ainsi qu'ils « vont moins souvent voir le médecin » en raison des frais engendrés et qu'ils sont moins souvent propriétaire de leur logement

que le reste de la population des banlieues sensibles.

Par ailleurs, l'Onzus pointe l'importante « ghettoïsation » des quartiers. 85% des immigrés qui y vivent ont pour voisins des personnes issues pour moitié, elles aussi, de l'immigration. L'« endogamie » est aussi forte : plus de 80% de ceux qui résident en ZUS ont un conjoint primo-arrivant ou issu de la deuxième génération, contre 20 points de moins pour ceux qui vivent ailleurs. L'écart passe même du simple au double pour leurs enfants : 60% d'endogamie en ZUS, contre 32% en dehors.

Parmi les 200 000 immigrés qui arrivent environ chaque année en France, ceux qui ont le plus de

Près d'un habitant sur quatre renonce aux soins

Les habitants des zones urbaines sensibles (ZUS) recourent moins souvent aux soins que le reste de la population. Selon le rapport 2011 de l'Observatoire national des ZUS, « près d'un habitant de ZUS sur quatre déclare avoir déjà renoncé à des soins pour raisons financières ». C'est notamment le cas pour les soins dentaires. Le phénomène est amplifié par « le déficit de démographie médicale de ces quartiers ». Souvent, le passage par l'hôpital remplace la visite chez le généraliste. L'Observatoire constate également que les plus démunis disposent « moins souvent » d'une complémentaire et ont davantage recours à la couverture-maladie universelle (CMU).

risques de se retrouver à vivre en ZUS sont les étrangers que Nicolas Sarkozy a longtemps qualifiés comme provenant de « l'immigration subie ». Les premiers concernés sont les réfugiés (27,6%). Viennent ensuite les personnes arrivées dans le cadre de l'immigration familiale : soit les personnes qui viennent via regroupement familial (25,8%) ainsi que les conjoints de Français (20,9%) – soit les époux des étrangers naturalisés.

Le rapport de l'Onzus rappelle toutefois que les immigrés vivant en ZUS acquièrent autant la nationalité française que les autres. C'est le cas de 40% d'entre eux parmi la première génération et de 97% chez leurs descendants. Mais le sentiment d'être perçu comme Français est de seulement 57% parmi ceux vivant en ZUS contre 78% « en dehors ».

ARTHUR FRAYER
ET ELISE VINCENT